



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Culture

Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Jean-Luc MEISSONNIER, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Régine ILLAIRE, Laurent JAOU, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Eric PASTOR, Bernard TRAVIER.

Absents :

Jean-François AUDRIN, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Clare HART, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Hervé MARTIN, Patricia MIRALLES, Caroline NAVARRE, Annie YAGUE.

Culture - Demande de subventions dans le cadre du projet de travaux de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora, Cité internationale de la danse - Approbation

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Située sur le boulevard Louis Blanc, à Montpellier, l'Agora, Cité internationale de la danse est un bâtiment classé à l'inventaire des monuments historiques abritant deux associations œuvrant au développement de la danse et des pratiques chorégraphiques : le Centre Chorégraphique National de Montpellier Occitanie Pyrénées et Montpellier Danse, organisatrice d'une saison culturelle et du festival du même nom.

Le bâtiment, investi dès 1986 par le festival Montpellier Danse pour y présenter des spectacles, a depuis fait l'objet d'un important programme de réhabilitation. En 1997, suite à l'achèvement de la restauration d'une première partie du bâtiment s'installait l'association Centre Chorégraphique National de Montpellier, suivie en 2001 par l'association Montpellier Danse dans la deuxième aile de l'édifice. C'est ensuite en 2010 que l'Agora, Cité internationale de la danse voyait à proprement parler le jour avec un programme de travaux qui a permis la restauration et la restructuration du bâtiment, aujourd'hui entièrement dédié à la danse et réunissant en son sein l'ensemble des facettes de la discipline chorégraphique : création, diffusion, formation, accueil du public et d'artistes en résidence etc.

Une deuxième tranche de travaux a consisté en la rénovation des extérieurs, et la création d'un ascenseur dans le pavillon est afin de répondre à l'accessibilité PMR (personnes à mobilité réduite).

Reste aujourd'hui, afin de conclure ce vaste programme de réhabilitation, à réaménager le pavillon Ouest, à ce jour inoccupé, que Montpellier Méditerranée Métropole souhaite à terme mettre à disposition du Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Ce programme de réaménagement répondra notamment aux objectifs suivants : désengorger les locaux actuels et créer de nouvelles circulations et de nouveaux parcours pour les visiteurs, créer de nouveaux espaces de résidence, d'exposition et de formation, et améliorer la visibilité et l'accessibilité aux publics du projet culturel porté par la Centre Chorégraphique National de Montpellier.

Compte tenu de l'ampleur de cette opération, dont le montant du programme de travaux est estimé à 400 000 € HT, soit 480 000 € TTC, il est proposé d'autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à la réalisation de ce projet.

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions du montant le plus large possible auprès de l'Etat et de tout organisme susceptible d'apporter un soutien financier à la réalisation du projet de réhabilitation du pavillon Ouest de l'Agora, Cité internationale de la Danse ;
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 9 voix

M. Guy BARRAL, Mme Maud BODKIN, Mme Rosy BUONO, M. Henri de VERBIZIER, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Sonia KERANGUEVEN, Mme Isabelle MARSALA, M. Jean-Luc SAVY, M. Bernard TRAVIER.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 4 mai 2018
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-39977-DE
Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture : 03/05/18

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.